



Conjoncture contrastée au 4^e trimestre

Au 4^e trimestre 2018, l'emploi salarié se replie pour la seconde fois consécutive en Corse. Il affiche - 0,3 % dans un contexte national peu dynamique. La bonne orientation qu'enregistrent l'industrie et la construction ne pallie pas la perte de vitesse du tertiaire marchand. Les effectifs publics progressent légèrement sur le trimestre. Le taux de chômage continue son repli malgré un nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C en augmentation. Dans la construction, les autorisations délivrées et les mises en chantier se redressent. Les signaux sont aux verts également pour les créations et les défaillances d'entreprises. Le trafic aérien continue de progresser aux dépens des liaisons maritimes. Sur le trimestre, la fin d'année a été moins favorable aux hôtels que l'an passé.

Déborah Caruso, Insee

L'emploi confirme son repli en fin d'année

Ce trimestre, l'emploi salarié baisse de 0,3 % pour la seconde fois consécutive. La Corse comptabilise ainsi 114 400 emplois salariés. L'emploi insulaire diminue dans le secteur privé (- 0,5 % après - 0,4 %) tandis qu'il augmente dans la fonction publique (+ 0,3 % après + 0,0 %). Ce repli de l'emploi s'inscrit dans un contexte national toujours peu dynamique (+ 0,2 %).

Sur un an, l'emploi régional gagne 1 800 salariés (+ 1,6 %) grâce au secteur privé (+ 1 600). Il demeure dynamique contrastant ainsi avec le niveau national dont la progression reste limitée (+0,6 % sur l'année) (figure 1).

Dans l'industrie insulaire, l'emploi salarié repart à la hausse ce trimestre (+ 1,5 % après - 0,6 %). L'activité reprend dans la fabrication de denrées alimentaires & boissons, dans l'industrie extractive-énergie-eau & gestion de déchets ainsi que dans la fabrication d'autres produits industriels (respectivement + 0,1 %, +3,0 % et +1,3 %). Sur un an, le secteur industriel est en progression (+ 3,8 % soit 250 créations) (figure 2).

Dans la construction, l'emploi poursuit sa reprise (+ 1,0 %). Sur un an, l'activité reste favorable. Elle gagne 500 emplois salariés soit + 4,9 %.

L'emploi dans le tertiaire marchand confirme son léger recul (- 1,0 %). Il diminue notamment de 5,9 % dans l'hébergement-restauration. Le commerce faiblit de façon plus modérée (- 0,6 %). Toutefois, sur un an, l'emploi du tertiaire marchand garde le cap à 1,8 % grâce notamment à la progression des activités immobilières (+ 4,3 %) et du commerce & réparation automobiles (+ 2,1 %).

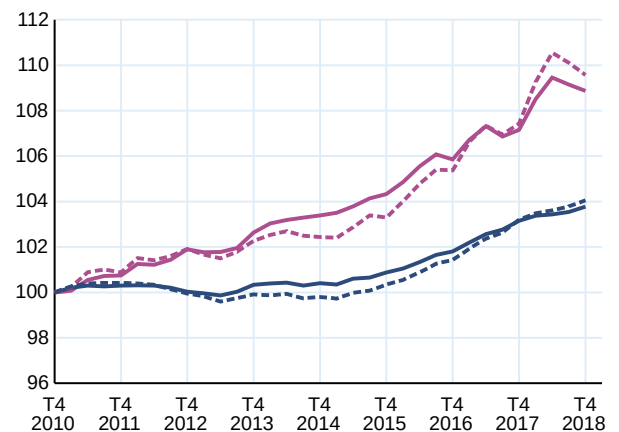
Enfin, l'intérim, moins volatile, comptabilise 530 emplois.

Le tertiaire non marchand, composé majoritairement des effectifs du public, reste stable sur le trimestre comme sur l'année (respectivement 0,0 % et - 0,1 %).

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Corse
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Corse
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010

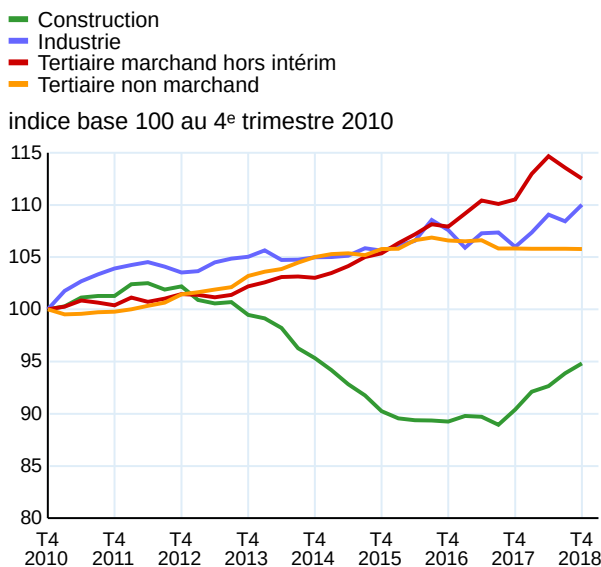


Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Corse



Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

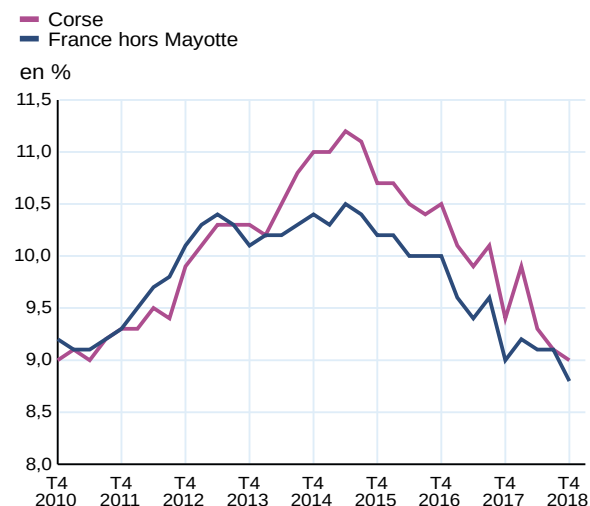
Au sein des départements, la baisse trimestrielle se fait sentir en Corse-du-Sud (- 0,6 % après - 0,4 %) tandis qu'en Haute-Corse, l'emploi résiste (+ 0,1 % après - 0,2 %). Sur un an, la croissance bénéficie aux deux départements : + 1,4 % dans le premier département et + 1,8 % dans le second. Elle est portée dans les deux cas par la construction et l'industrie. Seul l'emploi du tertiaire non marchand faiblit de 0,3 % en Corse-du-Sud.

Avertissement : Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution. Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Le taux de chômage garde le bon cap

Le taux de chômage insulaire s'établit à 9,0 % de la population active au 4^e trimestre 2018. Il perd 0,1 point par rapport au trimestre précédent (figure 3). En France, le taux de chômage au sens du BIT baisse de 0,3 point et atteint 8,8 % de la population active.

3 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

La Corse se situe au 4^e rang des régions où ce taux est le plus élevé. En Corse-du-Sud, il se stabilise à 8,5 % de la population active. En Haute-Corse, il continue sa baisse (- 0,1 point) et atteint 9,6 %. Sur un an, le taux de chômage diminue plus rapidement en Corse (- 0,4 point) qu'en France (- 0,2 point).

Hausse des inscriptions à Pôle emploi

En Corse, en moyenne au 4^e trimestre 2018, 22 470 personnes inscrites à Pôle emploi (catégories A, B et C) sont tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (données corrigées des variations saisonnières). Sur le trimestre, le nombre d'inscrits repart à la hausse de 2,4 % (soit + 520 personnes) alors qu'il baisse au plan national (- 0,8 %). Néanmoins, sur un an, ce nombre diminue plus fortement dans la région (- 1,9 %) qu'en France (- 0,2 %).

La situation se dégrade ce trimestre dans les deux départements insulaires mais la dégradation est plus marquée en Corse-du-Sud. Le nombre de demandeurs d'emploi se réoriente en effet à + 3,5 % en Corse-du-Sud et à + 1,4 % en Haute-Corse. Sur l'année, les évolutions départementales restent encourageantes à respectivement - 2,8 % et - 0,9 %.

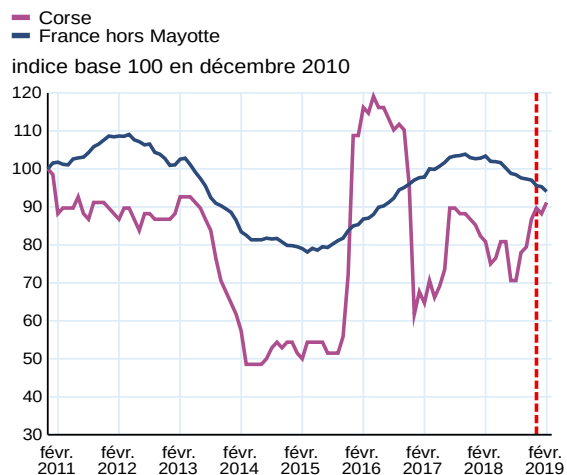
Toutes les tranches d'âge sont impactées par cette hausse. Celle-ci est toutefois plus forte chez les 50 ans ou plus (+ 3,9 %) que chez les moins de 25 ans (+ 1,8 %). Si les femmes sont plus nombreuses parmi les inscrits (54,4 %), les hommes sont davantage concernés par cette augmentation.

Les demandeurs d'emplois inscrits depuis un an ou plus regroupent 32,2 % des inscriptions. Ils sont moins impliqués dans cette hausse trimestrielle que ceux inscrits depuis moins de un an (+ 0,7 % contre + 3,2 %). Cependant, sur un an, la demande d'emploi de longue durée s'intensifie (+ 1,3 % contre - 3,2 %).

Bonne orientation des autorisations et des mises en chantier

Le nombre de logements autorisés à la construction en cumul annuel progresse ce trimestre (+ 14,2 %) après le recul du trimestre précédent (- 3,6 %). Fin décembre, il atteint 6 100 permis. Au niveau des départements, le nombre d'autorisations se réoriente à la hausse de + 18,3 % en Corse-du-Sud et confirme sa progression en Haute-Corse (+ 10,9 %). Sur un an, le cumul régional des autorisations de construire gagne 3,7 % (figure 4).

4 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, Sit@del2.

Fin décembre, avec 4 200 logements commencés en cumul annuel, la tendance régionale retrouve la

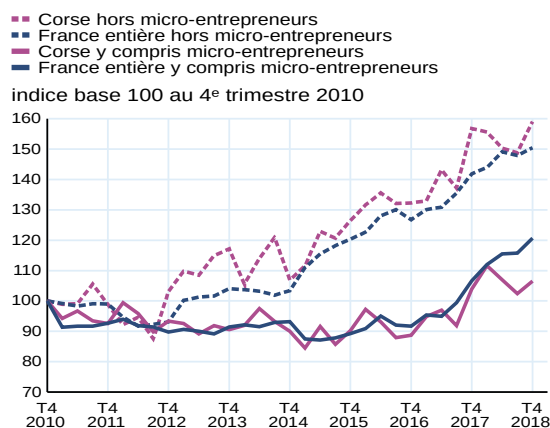
croissance (+ 7,3 %). L'évolution du nombre de logements commencés s'accélère en Corse-du-Sud (+ 13,0 %) et se réoriente favorablement en Haute-Corse (+ 1,7 %). Toutefois, elle se grippe en région sur l'année (- 1,5 %).

Des signaux positifs pour les créations d'entreprises

Au 4^e trimestre 2018, 1 092 créations nettes sont enregistrées en Corse (données corrigées des variations saisonnières), soit une hausse de 4,0 % par rapport au trimestre précédent (figure 5). Tous les secteurs sont concernés, notamment l'industrie (+ 9,0 %) et le commerce-transport-hébergement & restauration (+ 6,5 %). Par rapport au 4^e trimestre 2017, les créations nettes d'entreprises progressent de 2,5 % en Corse et de 13,1 % en France.

Cumulées sur 12 mois, la Corse enregistre 4 387 créations d'entreprises, soit une hausse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent et une croissance de 10,5 % par rapport au 4^e trimestre 2017.

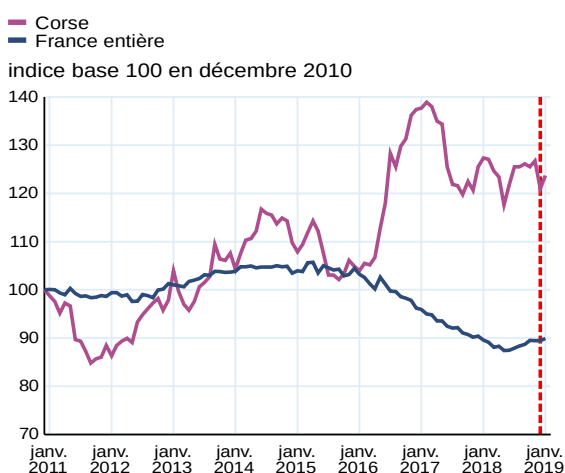
5 Évolution des créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
 Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirène)

Ce trimestre, 714 entreprises « classiques » (hors micro-entrepreneurs) sont créées. Sur le trimestre, leur nombre progresse davantage qu'au niveau national (+ 6,9 % contre + 1,8%). Toutefois, par rapport à la même période un an auparavant, les créations d'entreprises classiques sont moins dynamiques en Corse (+ 1,4 %) qu'en France (+ 6,1 %). Avec 378 nouvelles entreprises, les créations nettes sous le régime du micro-entrepreneur diminuent de 1,0 %. Les micro-entreprises représentent 35 % de l'ensemble des créations d'entreprises régionales ce trimestre.

6 Évolution des défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 21 février 2019, en date de jugement. Chaque point représente le cumul des douze derniers mois.
 Source : Fiben, Banque de France

Des défaillances d'entreprises en baisse

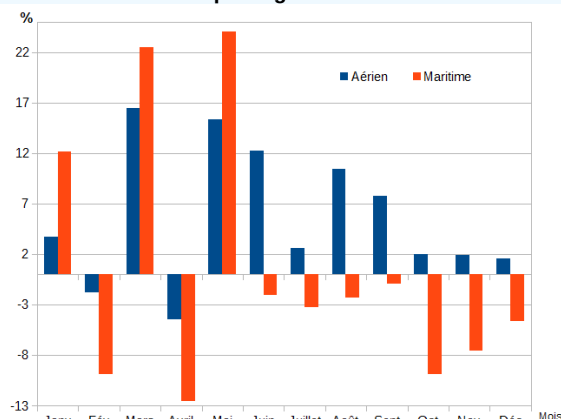
Les défaillances d'entreprises se réorientent à la baisse. Fin décembre 2018, la Corse enregistre 397 défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois, soit un recul de 4,1 % par rapport à fin septembre (figure 6). Parmi ces défaillances, 30 % concernent la construction et 19 % l'hébergement-restauration.

Les défaillances d'entreprises reculent nettement ce trimestre en Corse-du-Sud (- 10,3 %) mais augmentent en Haute-Corse (+ 3,3 %). En un an, le nombre de défaillances d'entreprises cumulé diminue de 3,9 % dans la région. Il baisse en Haute-Corse (- 7,8 %) et reste atone en Corse-du-Sud (0,0 %).

Le trafic de passagers ralentit

Ce trimestre, le trafic de passagers diminue de 2,3 % par rapport au 4^e trimestre 2017. Le trafic aérien continue de progresser (+ 1,8 %). En revanche, les voyageurs ont été moins séduits sur cette période par le transport en bateau qui perd 8,1 % du trafic.

7 Évolution du trafic de passagers



Note : évolution par rapport au même mois de l'année précédente.
 Source : Observatoire régional des transports de la Corse

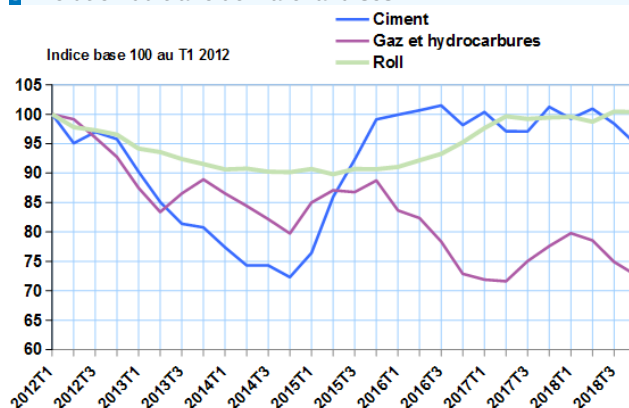
Le mois d'octobre enregistre la plus forte baisse par rapport à la même période un an auparavant (- 3,2 %) (figure 7). Le repli concerne uniquement le maritime en octobre (- 9,9%), en novembre (- 7,6 %) et en décembre (- 4,7 %). De son côté, le transport aérien continue son extension de façon plus modérée qu'en été.

Au 4^e trimestre 2018, 168 970 croisiéristes ont débarqué sur l'île dont 87 % en septembre.

Le trafic de marchandises soutenu par le transport de roll

Dans le transport maritime de fret, le trafic total comptabilise 541 700 tonnes transportées au 4^e trimestre 2018.

8 Évolution du trafic de marchandises



Note : données trimestrielles. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
 Source : Observatoire Régional des Transports de la Corse

En glissement annuel, il perd 0,8 % par rapport au trimestre précédent (figure 8). Le transport de roll se stabilise (- 0,1 %).

En revanche, les trafics de gaz et hydrocarbures et de ciment continuent de régresser (respectivement - 3,0 % et - 3,5 %). Sur un an, en glissement annuel, le transport global de marchandises diminue de 0,9 %. Les échanges bruts de roll avec l'Italie gagnent + 0,7 % par rapport au 4^e trimestre 2017.

Fin d'année mitigée pour les hôtels

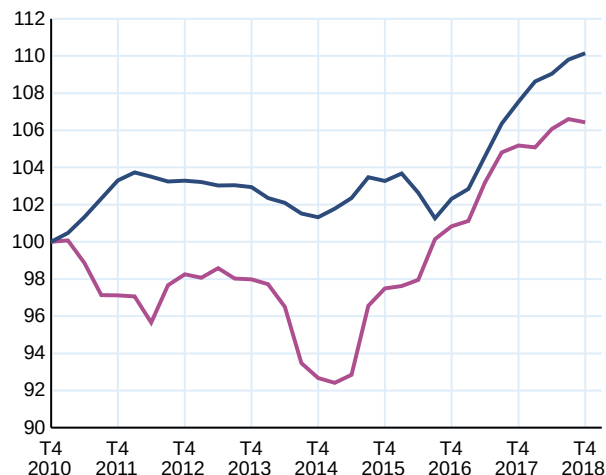
Ce trimestre, en glissement annuel, la fréquentation hôtelière régionale perd 0,2 % par rapport au trimestre précédent suivant un mouvement contraire à celui du niveau national (+ 0,3 %) (figure 9). En cette fin d'année, l'île s'est montrée plus attractive auprès de la clientèle étrangère (+ 0,3 %). En revanche, la clientèle française est en retrait sur la période (- 0,3 %).

Par rapport au même trimestre de l'an dernier, le nombre de nuitées diminue de 1,8 % dans l'hôtellerie insulaire contre une progression de 1,5 % en France. Les mois de novembre et de décembre enregistrent notamment des ralentissements respectifs de 2,0 % et 3,2 %. Sur la période, la clientèle étrangère intensifie sa fréquentation de 4,5 %. En revanche, la clientèle française diminue de 3 %. Elle représente 83 % des nuitées hôtelières du trimestre.

9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

— Corse
— France entière

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.

Source : Insee ; en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+0,4 % de croissance par trimestre après +0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de +1,1 % à mi-année, après +1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de +0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de Hard Brexit intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le shutdown pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Insee Corse

Résidence du Cardo Rue des Magnolias- CS 70 907
20 700 Ajaccio Cedex

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédactrice en chef :
Angela Tirroloni

ISSN : 2105-1151

@Insee 2019

Pour en savoir plus :

- [Tableau de bord de la conjoncture Corse](#)
www.insee.fr, rubrique statistiques / Thèmes Economie-Conjoncture-Comptes nationaux : Conjoncture/Tableau de bord de la conjoncture-Corse
- [Publications Insee conjoncture et bilan économique de Corse](#)
www.insee.fr, rubrique statistiques / Collection : Corse, Conjoncture régionale
- [Notes et points](#) de conjoncture nationale et internationale

